

## Dossier

**Rapport Gallois, plan Ayrault: Tout ce qui réjouit le Medef!**

Pages 6 et 7

### INTERNATIONAL

**Obama réélu:  
La main tendue  
aux Républicains**

Page 3



### ACTU

**François Hollande  
La rigueur en action**

Page 4

### INTERVIEW

**Où va la Tunisie?**



Entretien avec Nizar Amami, syndicaliste tunisien et dirigeant de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO).

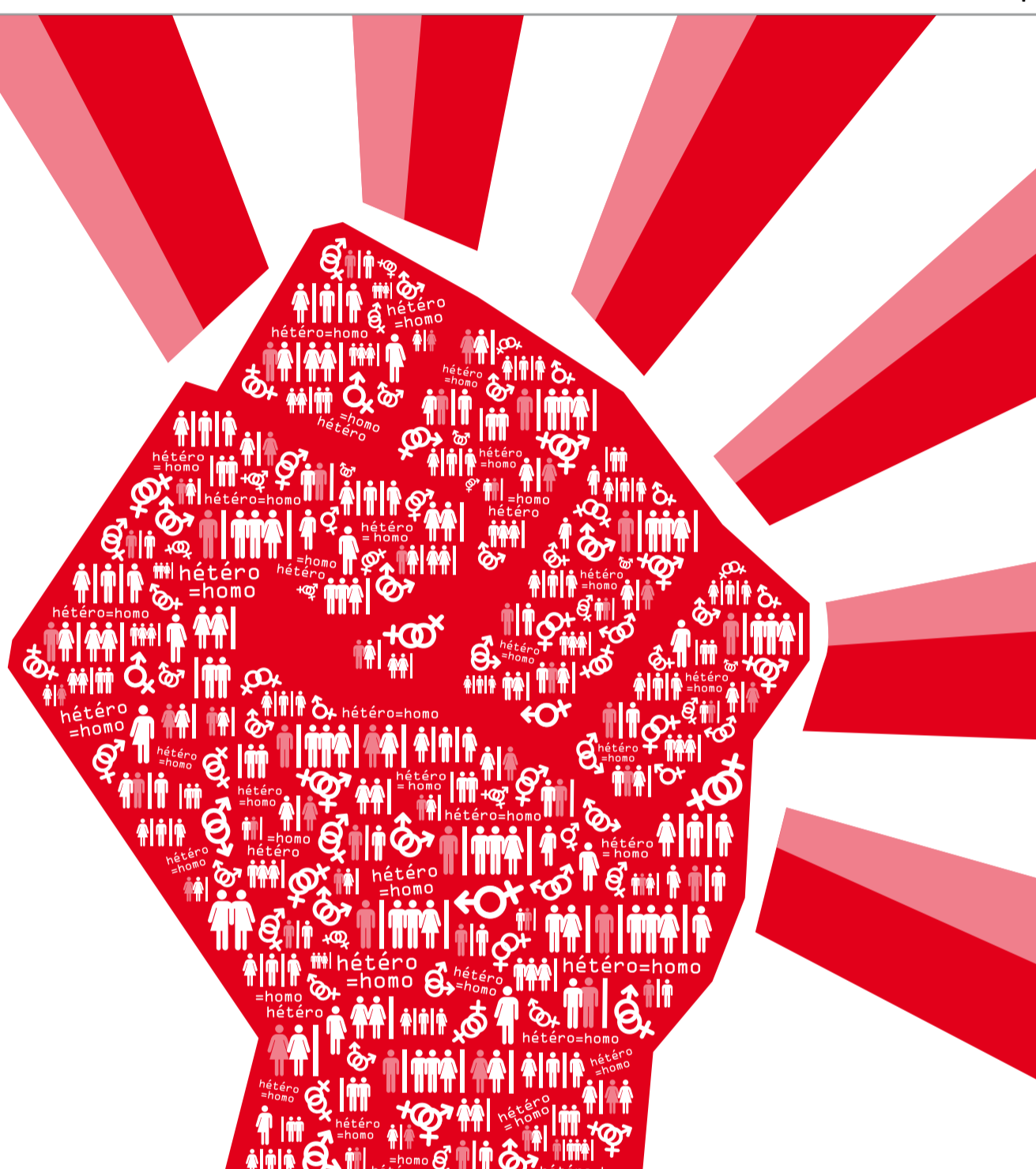
Page 5



### CAMPAGNE

**Compétitivité  
à Renault:  
Un chantage sans  
fin, ni frontières**

Page 11



## Les réacs ne feront pas la loi

# Défendons l'égalité des droits!

*Approuvé le 7 novembre en Conseil des ministres, le projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels sera examiné en janvier par le Parlement. La gauche devrait donc tenir sa promesse de campagne... si ses parlementaires ne se défilent pas, comme lors du premier vote du pacs en 1998.*

**C'**est une étape importante vers l'égalité des droits», a déclaré la ministre de la famille. Depuis les abrogations de lois discriminatoires et répressives de 1982, il aura fallu trente ans de mobilisations et d'affirmation des lesbiennes et des gays pour arriver à cette «étape», qui est pourtant la moindre des choses.

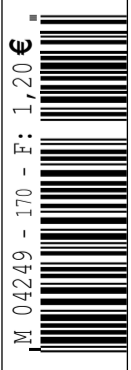
#### RÉACTIONNAIRES DE TOUT POILS...

Pour les réactionnaires, c'est déjà trop. Ils manifesteront à nouveau les 17, 18 novembre et le 8 décembre au nom de la sacro-sainte cellule familiale et du «bien des enfants». Pourtant, nombre de couples homos ont déjà des enfants, pour qui le problème n'est

pas d'avoir des parents de même sexe : c'est de grandir dans une société qui ne leur promet que le chômage et la précarité. Comme les enfants d'hétéros...

L'Église catholique se hisse sur le devant de la scène pour défendre ses conceptions rétrogrades sur la famille et la sexualité, quitte à utiliser les prétendues évidences hétérosexistes de certains intellectuels, y compris laïcs. L'UMP fait un pas de plus vers le FN : si le «mariage pour tous» n'entraînera pas la décomposition de la famille qu'ils prédisent, ils s'en servent comme prétexte d'une recomposition politique très à droite. Copé invite donc ses partisans à rejoindre les manifestations prévues contre la loi et promet d'autres actions s'il devient président de l'UMP.

SUITE PAGE 2



**Agenda**

**16 novembre, « Le NPA fait son cinéma », NPA Paris 20°.**

Projection du documentaire *Haya, Chronique de la grève de Citroën-Aulnay en 1982* de Claude Blanchet, suivi d'un débat avec, entre autres, Mogniss Abdallah, journaliste et réalisateur. RV à 20 heures au café le Soleil, 136 boulevard de Ménilmontant, M° Ménilmontant, Paris 20°.

**17 novembre, manifestation, Notre-Dame-des-Landes.**

Appel pour la manifestation de réoccupation, face aux expulsions, contre l'aéroport. RV à 11 heures. Amenez fourches, poutres, planchettes, clous et outils en main...

Des informations restent à définir : lieu du rendez-vous, directions pour vous rendre sur le campement la veille. Plus d'infos à venir sur : <https://zad.nadir.org>  
Lire aussi page 12.

**17 novembre, émission de radio l'Hebdo.**

Ce magazine d'actualité politique et sociale sera consacré à la CGT avec Robert Pelletier et Jean Marie Perno. RV de 12 heures à 13 heures sur Fréquence Paris Plurielle 106.3 et sur son site [rfpp.net](http://rfpp.net), rediffusion le 21 novembre de 9 heures à 10 heures.

**22 novembre, Projection sur Thomas Sankara, NPA Paris 18°.**

Projection du film documentaire *L'homme intègre* de Robin Shuffield, suivi d'un débat en présence du réalisateur. RV à 20 heures au café Les Chiffons, 90 rue Marcadet Paris 18° (M° Marcadet).

**23-25 novembre, Fête de l'Huma Bretagne, Lorient-Lanester.**

Pour la deuxième année consécutive, le NPA est invité à la Fête de l'Huma Bretagne, pour un débat avec les dirigeants nationaux d'EÉLV, du PS et du Front de Gauche sur le thème « Six mois après les élections, où en est le changement ? »

Le comité NPA du Morbihan accueillera donc avec grand plaisir Christine Poupin le samedi 24 novembre à partir de 16h30. RV au parc des expositions du pays de Lorient-Lanester.

**25 novembre, manifestation contre les violences faites aux femmes.**

RV à 14h30, de la Bastille au ministère de la justice, à l'appel du collectif national pour le droit des femmes.



SUITE DE LA PAGE 1

Et la presse se fait l'écho des incessantes provocations homophobes de politiciens, chefs religieux ou chroniqueurs mondains. Si leurs déclarations rivalisent de ridicule, elles sont aussi un saisissant rappel de l'oppression quotidienne que subissent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI).

**UN PROJET DE LOI À MINIMA**

Nous défendons le droit au mariage pour toutes et tous. Il n'y a bien sûr pas lieu d'idéaliser le mariage qui a longtemps soumis légalement les femmes à la tutelle masculine, et véhicule toujours une vision figée et autoritaire des rapports entre individus et entre parents et enfants, un modèle normatif. Mais promouvoir un projet de société où nos relations affectives ne seront plus régies par des rapports de propriété et des contraintes financières, où de nouveaux modes de vie verront le jour, ne s'oppose pas à une lutte immédiate pour l'égalité des droits. Ainsi nous revendiquons aussi l'égalité juridique et fiscale et le droit à l'adoption pour toutes et tous, homos ou hétéros, mariés ou non.

Le projet du gouvernement est minimaliste. La « présomption de parenté », qui octroie le statut de parent au conjoint du parent biologique, sera réservée aux hétéros. Chasse aux immigrés oblige, pour épouser une personne étrangère,

celle-ci devra avoir accès au mariage dans son pays d'origine. Et les lesbiennes restent privées du droit à la procréation médicalement assistée. Il n'y a donc pas de quoi crier victoire et les luttes demeurent indispensables.

**UN GOUVERNEMENT QUI SE DONNE DES AIRS...**

Des élus de gauche s'opposent au projet. Le gouvernement, quant à lui, veut se donner un air progressiste. Comme la droite, le PS fait payer la crise aux travailleurs ; il refuse le droit de vote aux étrangerEs, démantèle les services publics et accepte les « plans sociaux » du patronat. Cette loi qui ne coûte rien arrive donc à point nommé pour se démarquer de l'UMP... Mais quand leurs usines ferment, comment des salariéEs homos pourraient « convoler en justes noces » avec insouciance ? Comment combattre réellement les discriminations à l'embauche, quand on accepte le chômage de masse ? Comment prétendre prévenir l'homophobie à l'école ou ailleurs, sans renforcer les services publics ?

La vie des LGBTI – en premier lieu celles et ceux de milieu populaire – est toujours faite d'insultes, d'humiliations et de violences que le mariage et l'adoption ne feront pas disparaître : en Belgique, une loi similaire n'a pas empêché deux meurtres homophobes cette année. Chaque jour en France,

“ Promouvoir un projet de société où nos relations affectives ne seront plus régies par des rapports de propriété ne s'oppose pas à une lutte immédiate pour l'égalité des droits. ”

quatre agressions sont signalées en moyenne. Et combien ne le sont pas ?

C'est le fonctionnement même de cette société qui est en cause. Ses crises et leur cortège de désastres sociaux sont un terreau fertile pour les préjugés réactionnaires, qui divisent les exploités selon la couleur de leur peau, leur genre ou leur orientation sexuelle. Les lesbiennes et les gays doivent pouvoir choisir de ne pas se marier, et au-delà des lois, ce sont leurs luttes, ainsi que l'unité et la solidarité des classes populaires, qui permettront d'envoyer l'homophobie et le capitalisme aux poubelles de l'histoire.

Gaël Klement

regards

Propos recueillis par Alain Pojolat



**En procès pour soutien au peuple palestinien !**

Interview de Layli, sympathisant de la cause palestinienne, arrêté le 25 octobre lors du match d'Euro ligue de basket entre le Maccabi Tel Aviv et Chalon-sur-Saône... Il nous raconte ce qui s'est passé, des faits qui l'ont amené jusqu'au tribunal où son procès a eu lieu vendredi 9 novembre.

**Layli condamné !**

Le procès de Layli s'est tenu vendredi 9 novembre au tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône. Plus de 200 personnes étaient venu lui apporter leur soutien par un rassemblement tenu sur les marches mêmes du Palais de Justice. À l'audience, visiblement embarrassé, le procureur de la République représentant l'État en la circonstance (aucune partie civile ne s'étant constituée), tentait dans son réquisitoire de dépolitiser les faits en invoquant le « code du sport » demandant une sanction pécuniaire de 3000 euros dont 2000 avec sursis et un an d'interdiction de stade (sic!).

La plaidoirie de l'avocate de BDS Dominique Cochin remit les pendules à l'heure, notamment en démontrant brillamment combien les manifestations sportives internationales et la politique étaient liées. Elle citait entre autre exemple la coupe du monde de football de 1978 organisée en Argentine servant de paravent aux horreurs de la dictature militaire, ou les jeux olympiques de Mexico en 1968 où deux athlètes noirs américains, Tommie Smith et John Carlos, en levant leur poing ganté de noir sur le podium pendant l'hymne américain, avaient braqué les projecteurs sur le combat pour les droits civiques.

Le tribunal a finalement condamné Layli à une amende de 1000 euros avec sursis et 6 mois d'interdiction de stade...

**Dans quelles circonstances t'es-tu rendu à ce match ?**

J'avais pris connaissance de cette rencontre par les réseaux sociaux, des militants qui soutiennent la Palestine avaient décidé de s'y rendre, alors comme je n'habite pas très loin, à Bourg-en-Bresse, j'ai décidé d'y aller moi aussi, pour exprimer mon désaccord avec la tenue de ce match. J'ai donc amené avec moi un drapeau palestinien, et m'étais vêtu d'un T-shirt appelant au soutien à la résistance du peuple palestinien.

**Raconte nous ce qui s'est alors passé.**

Tout d'abord, j'avais juste l'intention de brandir le drapeau de la tribune, mais j'ai bien vu qu'il se passait quelque chose d'un peu étrange, il y avait beaucoup de service d'ordre, et beaucoup de flics en civil dans la salle. Des spectateurs, venus comme moi pour affirmer notre soutien au peuple palestinien et qui ne faisaient que porter des T-shirts, ont été expulsés et embarqués. Alors, j'ai pris la décision de protester plus directement en entrant sur le parquet où se déroulait le match. Rien de plus. J'ai réussi à faire interrompre la rencontre pendant quelques secondes, puis j'ai été ceinturé et amené hors du terrain. Je pensais alors être expulsé de la salle, mais mes ennuis ne faisaient que commencer... Après avoir été ceinturé par le service d'ordre, on m'a menotté, frappé derrière la tête et conduit en garde à vue. Deux autres protestataires qui étaient restés dans les tribunes ont également été embarqués comme moi, sur ordre du SO spécial de l'équipe de Tel Aviv, dont certains membres étaient des agents du

Mossad ! (NDLR : cette information citée à l'audience n'a pas été démentie).

**Comment s'est déroulée cette garde à vue ?**

Pendant les 24 heures de garde à vue, des questions revenaient sans cesse : es-tu venu seul ? Fais-tu parti d'un groupe de soutien à la Palestine, d'une organisation etc. ? Et surtout, on m'a sans arrêt signifié que je serai inculpé pour un délit grave, celui d'incitation à la haine raciale ! Ainsi brandir le drapeau palestinien serait accomplir un acte raciste... C'est vraiment n'importe quoi ! Ce drapeau est celui d'un peuple colonisé. À l'issue des vingt-quatre heures de garde à vue, on a voulu me juger en comparution immédiate, ce que j'ai refusé pour pouvoir préparer ma défense. Curieusement le chef d'inculpation dont on m'avait menacé avait été transformé en délit de « hooliganisme » prévu dans le code du sport (NDLR : additif au code de procédure pénale depuis 2006).

**Qu'est-ce qui t'a amené à te sensibiliser à la cause du peuple palestinien ?**

J'ai fait plusieurs voyages en Palestine occupée, et j'ai pu constater par moi-même les conditions de vie de ce peuple : la colonisation dont il est l'objet depuis la création d'Israël, le mur de la honte qui enferme les Palestiniens dans des ghettos, et leur vole un peu plus de terres, les maisons détruites par l'armée d'occupation, le sort des enfants et des étudiants, qui pour aller à l'école ou à la faculté doivent passer les check-point d'humiliation. Mais je crois que je n'apprends rien en disant ça à tous ceux qui sont allés là-bas.

# OBAMA RÉÉLU La main tendue aux Républicains



Manifestation d'Occupy Wall Street le 16 septembre 2012 à New York. REUTERS/EDUARDO MUNOZ

Obama a donc été réélu avec une majorité en voix, cependant, moins forte qu'en 2008. Une victoire annoncée même si son bilan et les besoins de la mise en scène médiatique du théâtre électoral avaient entretenu le doute. Une victoire qui n'efface pas les déceptions d'autant que dès son premier discours, le soir même de son élection, Obama a tenu à donner le ton en tendant la main à Romney.

Obama a obtenu 332 voix de grands électeurs contre 206 pour Romney, soit pour ce qui est du « vote populaire » – celui qui élit les grands électeurs – 50,5% avec 61 710 131 voix, contre 58 504 025 pour Romney, soit 47,9%. Deux milliards de dollars, soit le double qu'en 2008, ont été engloutis dans cette campagne par les deux rivaux, tous deux candidats du big business qui avait largement investi dans l'un ou l'autre.

## Une cohabitation au service de Wall Street

Celui-ci est donc le vrai gagnant de l'affaire. Il paraît que Wall Street avait surtout voté Romney en lui accordant plus de soutiens financiers qu'à Obama, mais la grande bourgeoisie américaine n'a guère d'inquiétude à se faire. Obama est tout autant à son service que Romney. Les deux se revendiquent des mêmes mythes dont Obama a fait l'éloge dans son premier discours pour appeler au rassemblement

national et tendre la main aux Républicains: « nous sommes la plus grande nation sur terre », « nos universités et notre culture font l'envie du monde », « Amérique, la généreuse... d'où que vous veniez... qui que vous soyez », « Ces débats que nous avons sont la marque de notre liberté », « ce qui nous rend exceptionnel est le lien fort qui nous unit en dépit de nos différences et notre sens d'un destin commun ». Pour conclure, « des compromis sont nécessaires pour faire avancer les États-Unis »...

Cette cohabitation à laquelle Obama invite ses électeurs lui est d'une certaine façon imposée, depuis 2010 lorsque les républicains ont gagné la majorité à la Chambre des représentants. Ces derniers y restent majoritaires après le renouvellement des 435 sièges qui se déroulait en même temps que la présidentielle. Si les candidats Républicains les plus réactionnaires ont été battus, les Démocrates n'ont pas regagné la majorité, majorité qu'ils gardent cependant au Sénat dont un tiers des sièges étaient renouvelés.

## Priorité à l'austérité

Cette cohabitation pourra aider Obama à faire accepter sa priorité, le « grand marchandage » pour réduire le déficit fédéral de 4000 milliards de dollars sur dix ans en coupant dans les dépenses. Dans l'urgence, il est contraint de négocier un accord sur le budget pour la session post-électorale du Congrès qui vient de commencer, et cela avant la fin de l'année. En effet, en 2011, le gouvernement démocrate a obtenu le relèvement du plafond de la dette pour éviter le défaut de paiement des États-Unis, en échange d'un programme de réduction de cette dette dont les modalités sont l'objet des négociations. Faute d'accord, cela se fera automatiquement dès le 2 janvier 2013, par des coupes dans le budget fédéral et l'expiration d'abattements fiscaux créés sous la présidence de George W. Bush. Accord ou pas, l'austérité s'appliquera, seules se discutent les hausses d'impôts auxquelles les Républicains sont opposés.

Selon un communiqué de la Maison Blanche « le président a réitéré son engagement de trouver des solutions

bipartisans pour réduire notre déficit de manière équilibrée, [...] Le président a dit qu'il croyait que le peuple américain a envoyé un message lors des élections de mardi invitant les dirigeants des deux partis à mettre de côté leurs intérêts partisans et à œuvrer de concert pour donner la priorité aux intérêts du peuple américain ».

Obama a besoin d'un compromis pour pouvoir gouverner et garantir au big business la stabilité. Mais, il continuera d'imposer l'austérité pour tenter de résorber la dette qui s'accroît chaque année de 1000 milliards de dollars, au risque de la récession.

Les mêmes remèdes, austérité et course à la compétitivité contre les travailleurs, conduisent aux mêmes maux, ici comme aux USA. Pour toutes celles et ceux qui ont fait campagne pour Obama, syndicalistes, femmes, blacks ou hispaniques, la nouvelle leçon s'annonce dure. C'est, maintenant, pour et par eux-mêmes, pour leurs propres droits, avec leurs propres armes, qu'il leur faut entrer en campagne.

Yvan Lemaitre



Par Vanina Giudicelli

## UN 14 NOVEMBRE SANS PATRIE NI FRONTIÈRES !

Quel est l'avenir du peuple grec, quand la police arrête le journaliste qui a divulgué les noms des 2000 riches personnalités fraudant le fisc, tandis que pour éviter le défaut de paiement le Parlement vote jeudi dernier un nouveau plan d'austérité comportant le recul à 67 ans de l'âge du départ à la retraite ? Dans quelle société les Espagnols meurent-ils, où leurs impôts servent à sauver les banques, celles-là mêmes qui ont expulsé plus de 350 000 familles de leur logement depuis 2008 et poussé ainsi trois personnes au suicide depuis un mois ? Et nous, dans quel pays vit-on, où le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg en appelle au patriotisme économique pour nous faire accepter la baisse du pouvoir d'achat pendant que les supermarchés fixent des antivols sur la nourriture ?

Dans quelle Europe vit-t-on, où les fachos de tous les pays se délectent de la crise, de la corruption des pouvoirs en place, des discours racistes banalisés, des tentations protectionnistes, avec pour leitmotiv la perte d'identité ?

Notre force réside par-delà les frontières. Nous subissons les mêmes politiques, mais nous sommes des millions à les contester. En septembre, des centaines de milliers de manifestants portugais nous ont montré que des victoires sont possibles. Les 6 et 7 novembre, les salariés grecs ont réussi la plus grosse grève générale depuis le premier mémorandum imposé par la Troïka au printemps 2010. Ce lundi en Espagne, le gouvernement a dû promettre la suspension des expulsions de logement face à la pression des collectifs « Arrêtez les expulsions » qui organisent des manifestations pour empêcher les huissiers d'intervenir.

Le 14 novembre a eu lieu une grève générale dans ces pays. En France et dans de nombreux pays d'Europe ont aussi eu lieu des rassemblements, des actions, des manifestations, des grèves. Ce jour nous a donc permis de tourner ensemble notre colère contre ceux qui sèment la misère. Nous avons à n'en pas douter les mêmes slogans : contre la Troïka, contre nos gouvernements, contre les plans d'austérité, pour une Europe des solidarités qui répartisse les richesses, développe les services publics, garantisse un emploi à chacun. C'est pourquoi nous sommes de ceux qui brandissent des drapeaux rouges, pas des marinières.

# 15 000 manifestants à Bayonne pour les prisonniers politiques basques

C'est samedi 10 novembre à 15 h 30, sous une pluie battante, qu'un impressionnant cortège a démarré de la place des Basques à Bayonne. Une manifestation d'une ampleur inédite en faveur des prisonniers basques, dix jours après l'arrestation d'Aurore Martin. Du jamais vu à Bayonne !

En tête, les familles portaient les photos des prisonniers politiques basques (plus de 600 dans les prisons espagnoles et françaises) dont celle d'Aurore Martin. Venait ensuite la banderole des réfugiés politiques basques, puis celle des élus et représentants d'organisations politiques et syndicales, parmi lesquels Philippe Poutou. Enfin le gros de la manifestation avançait en rangs serrés, parcourant des rues souvent trop étroites. La présence du Pays Basque Sud était visiblement très importante (60 à 70 bus avaient été annoncés).

Le NPA était présent avec les camarades du Pays basque bien renforcés par le Grand Sud Ouest (Gironde, Lot-et-Garonne, Toulouse, Montpellier). Nous avons distribué 5000 tracts bilingues basque-français « Pour la libération immédiate d'Aurore Martin / Pour les droits des prisonniers politiques basques, pour leur libération »

ainsi que 1500 autocollants également bilingues.

## Une protestation massive

Cette manifestation était prévue depuis plusieurs mois. Dans le nouveau contexte politique du Pays basque, le refus des États espagnol et français d'amorcer tout dialogue, et pire, le choix de poursuivre dans la voie répressive entraînent de plus en plus de protestation, de la part d'organisations, d'élus, et aussi dans la population. L'extradition d'Aurore Martin est perçue comme une mesure répressive supplémentaire qui agrandit le fossé entre les gouvernements et les exigences démocratiques du peuple basque.

Sans nul doute, le 10 novembre 2012 marque une date importante dans la lutte pour les droits démocratiques au Pays basque. La résolution politique, démocratique et pacifique du conflit est en marche, de façon unilatérale

pour le moment puisque les États font la sourde oreille et ne veulent pas du dialogue. Jusqu'à quand pourront-ils garder une telle attitude et continuer dans la voie répressive ?

## La question centrale des prisonniers

La manifestation était centrée sur la question des prisonniers (les presos), l'un des points incontournables et urgent du processus de paix. Le mot d'ordre le plus scandé était « Presoak etxerat, Amnistia osoa » (« Les prisonniers à la maison, amnistie totale »). Il y a d'une part les revendications immédiates qui sont liées à la simple application du droit actuel : regroupement des presos au Pays basque, libération des presos gravement malades, des « conditionnables » etc. D'autre part, il y a l'objectif de l'amnistie pour les réfugiés et les presos, la libération de toutes et tous, en les rétablissant dans

l'ensemble de leurs droits. Herrera, mouvement social populaire de soutien aux prisonniers et réfugiés politiques basques, organisateur de la manifestation, résume bien cette mobilisation : « Jamais la question des presos et le processus de paix n'ont provoqué pareil mouvement de solidarité ».

Le combat continue ! Le 12 janvier prochain à Bilbao, est organisée une nouvelle manifestation pour les presos et les réfugiés. Elle s'annonce encore plus massive que celle de l'an dernier qui, le 7 janvier 2011, avait rassemblé des dizaines de milliers de personnes. C'est bien la rue qui forcera les États espagnol et français à satisfaire les revendications démocratiques en Pays basque, ce qui commence aujourd'hui par l'arrêt de la répression et l'ouverture du dialogue pour le respect des droits des presos.

Claude Larrieu

## AUBRY MISE EN EXAMEN À quand le procès de l'amiante ?

La mise en examen de l'ex-première secrétaire du PS dans l'affaire de l'amiante a permis de rappeler le rôle joué par l'État et les industriels dans ce scandale et la nécessité d'un procès que les victimes attendent toujours.



PHOTO THÉQUE ROUGE / ESTEBAN

Directrice des relations du travail de 1984 à 1987, au ministère du Travail, Martine Aubry devra répondre de l'inaction des pouvoirs publics face à l'un des plus gros scandales de santé publique de ces dernières décennies. Cette mise en examen fait suite à d'autres, notamment celles des industriels, des représentants de l'État et des personnalités scientifiques qui ont siégé au Comité permanent amiante (CPA), une structure de lobbying à laquelle les pouvoirs publics avaient confié le soin de définir ce qu'il était convenable de faire pour prévenir les risques liés à l'utilisation du matériau cancérigène.

### Des mensonges mortels

De 1982 à 1995, le CPA, à l'instigation des industriels (dont Ferodo, Eternit et Valeo), a délibérément menti sur les risques liés à l'amiante, défendant un « usage contrôlé » du produit. Résultat : de très nombreux travailleurs, notamment dans les chantiers navals, le bâtiment ou l'industrie, ont été exposés à l'amiante et développent depuis plusieurs années et encore aujourd'hui des cancers mortels. 100 000 décès sont à craindre d'ici 2025. Pourtant la nocivité de l'amiante était connue depuis 1906. La logique du profit l'a emporté sur tout le reste, l'État se faisant complice des mensonges des industriels. Reste à savoir si la responsabilité personnelle de Martine Aubry sera retenue. Celle-ci a démenti toute implication dans le dossier de l'amiante et toute participation aux travaux du CPA. Elle a fait appel de la décision de la juge d'instruction. Bien entendu, une bonne partie de l'élite politique s'est émue de cette décision, en soutenant l'ancienne première secrétaire du PS. De fait, si Martine Aubry devait voir sa mise en examen confirmée, d'autres personnalités politiques auraient du souci à se faire.

### L'État complice

En 2004, le Conseil d'État a en effet reconnu la responsabilité des pouvoirs publics dans le dossier, du fait de leur non-intervention pour préserver la santé des administrés. En dehors d'un décret daté de 1977 qui autorisait l'usage de l'amiante tout en limitant un peu plus le niveau d'exposition, l'État n'a rien fait pendant des décennies, alors que s'accumulaient les preuves scientifiques que l'amiante est cancérigène. Il a fallu attendre 1997 pour que ce matériau soit interdit (sous un gouvernement de droite, d'ailleurs).

Du côté des victimes, la mise en examen de Martine Aubry a été perçue comme une nouvelle étape dans le déroulement d'une instruction qui dure depuis trop longtemps. La première plainte a été déposée en 1996 et cela fait seize années que les victimes encore en vie ou les ayants droit attendent la tenue d'un procès. La justice française a accumulé des retards inacceptables, alors qu'en Italie les industriels ont déjà été condamnés. Il devient urgent que toutes les responsabilités dans ce crime industriel en bande organisée soient actées et que soient jugés tous ceux qui ont privilégié leurs intérêts financiers ou politiques au détriment de la santé des populations.

Etienne Demille

## FRANÇOIS HOLLANDE La rigueur en action

Six mois après son élection, Hollande a donc confirmé ces derniers jours et par la mise en scène de sa conférence de presse mardi dernier l'orientation affirmée dès la rentrée de septembre et le débat sur le TSCG. Il se veut le chef de file de la rigueur et de l'austérité, reprenant à son compte les principales mesures du rapport Gallois... En attendant la suite.

À l'évidence, Hollande veut aujourd'hui tourner la page, au moins celle de la communication. Fini le président falot, les pseudo-incertitudes et hésitations politiques, et les vrais couacs des premiers mois de gouvernement. Les patrons réclament visiblement un vrai patron à la tête du pays. Que d'articles écrits sur le « tournant » de ces derniers jours. Le président Hollande est bien là, sûr de lui. On va voir ce que l'on va voir. Mais en fait c'était déjà tout vu !

### En action... pour le Medef !

Après les « pigeons », le gouvernement a donc une nouvelle fois répondu aux exigences du Medef en faisant, pour l'essentiel du rapport Gallois, sa feuille de route. Au nom de leur pacte, ce sont 20 milliards de cadeaux au patronat, 20 milliards que les salariéEs vont devoir payer, et ce dès 2013. Hausse généralisée de la TVA, réduction des dépenses de services publics, telles vont être les conséquences directes

de cette politique qui avoue clairement son alignement sur les intérêts du capital. D'ailleurs Laurence Parisot ne s'y est pas trompée puisqu'elle s'est empressée de faire connaître sa satisfaction. Noël avant l'heure...

Lors de sa campagne, le candidat Hollande avait fustigé la finance. Six mois plus tard, la finance est choyée, la dépense publique mise au pilori et l'esprit d'entreprise, la compétitivité sont célébrées. Bref, six mois de reniements économiques où Hollande et Ayrault mènent la même politique que leurs prédécesseurs.

### Une contestation qui monte

« Le changement, c'est maintenant » a fait pschitt et la cote de popularité du nouveau locataire de l'Élysée de même, perdant en six mois ce que Sarkozy avait perdu en un an... Car une telle politique en faveur des plus riches provoque de plus en plus de grincements de dents, y compris au sein de la majorité parlementaire et gouvernementale

en particulier chez Europe Écologie les Verts qui dénoncent aujourd'hui « un virage social libéral » du gouvernement, mais interrogations et mécontentements aussi parmi certains députés socialistes. Des doutes que l'on avait déjà perçus au moment de la ratification du pacte budgétaire.

Six mois après son arrivée au pouvoir, le mécontentement s'affirme largement et les résistances se développent contre la politique du PS. Sur la question de l'emploi où les mobilisations doivent converger pour franchir une étape, mais aussi sur le terrain des droits et des libertés : à l'image de la manifestation en faveur des prisonniers basques à Bayonne ou encore contre la terrible répression à Notre-Dame-Des-Landes où, pour imposer son « Ayraultport », le gouvernement n'hésite pas à matraquer, ce que même Sarkozy n'avait pas osé faire. Mais ces critiques, ces résistances, le gouvernement ne veut pas, ne peut pas, les entendre.

### S'opposer, clairement...

Devant une telle évolution à droite de la politique de la gauche libérale au pouvoir, il est urgent pour toutes les forces de la gauche politique et syndicale qui ne participent pas au gouvernement de discuter des moyens de mettre un coup d'arrêt à cette politique. Pour défendre les droits sociaux et démocratiques, nous avons besoin de construire une véritable opposition de gauche, en commençant par s'opposer ensemble partout où c'est possible aux mesures antisociales, antidémocratiques et antiécologiques du gouvernement.

Mardi 13 novembre, la première conférence de presse du quinquennat n'a eu qu'un seul but : nous convaincre que le président Hollande tient bien les promesses du candidat Hollande et que désormais il y a bien un capitaine à la barre du bateau rigueur. Montrons-lui en retour que sur sa route, la gauche sociale et politique saura faire souffler la tempête.

Sandra Demarcq



## RAPPORT JOSPIN L'essentiel est préservé

Présenté comme un « big bang » institutionnel, le rapport de la commission Jospin sur la rénovation de la vie publique tourne court. Quelques avancées audacieuses – mais qu'en gardera le gouvernement ? – et surtout une V<sup>e</sup> République inébranlée.

Autant le dire, mais on s'en doutait, les 140 pages issues de la commission ne constituent en rien la rupture démocratique qui serait nécessaire afin que celles et ceux d'en bas aient enfin voix au chapitre. Pour autant, la commission ose quelques propositions loin de faire l'unanimité dans le petit monde des politiciens professionnels.

À commencer par l'interdiction du cumul des mandats. Ainsi le rapport propose de rendre impossible le cumul d'une fonction ministérielle avec un mandat local, tout comme il serait interdit d'être parlementaire et d'exercer un mandat local autre

que simple (conseiller municipal, général ou régional). Rien qui ne nous émeuve mais du côté de celles et ceux qui ont fait de la politique institutionnelle un métier, ça commence à tousser, y compris à gauche.

### Aménagements cosmétiques

Plus intéressant est la proposition d'introduire – enfin – une dose de proportionnelle dans la représentation nationale, et cela sans exigence de seuil. Que l'on se rassure, on ne parle que de 58 députés sur 577... Le système des fameux 500 parrainages serait remplacé par un « parrainage citoyen » de 150 000 personnes :

certainement plus constructif en terme de campagne publique que de se lancer sur les routes de France pour voir les maires, mais le seuil proposé – 150 000 – est relativement élevé. Enfin, une mesure qui fait écho à des affaires récentes, la fin de l'inviolabilité pénale du président de la République, qui pourrait ainsi être poursuivi en cours d'exercice pour des faits accomplis avant son mandat présidentiel. Pour le reste, pas grand-chose. Les institutions de l'actuelle V<sup>e</sup> République restent donc bien préservées. Pas de remise en cause du rôle réactionnaire du Sénat, une proportionnelle à l'Assemblée nationale plus

light que light, un président aux pouvoirs toujours exorbitants, et bien entendu une République 100 % masculine ou même la parité est absente, etc.

À gauche, en dehors de la question du cumul des mandats, on n'a pas trouvé grand-chose à redire, y compris parmi celles et ceux qui il y a peu défendaient encore dans les rangs du PS la perspective d'une V<sup>e</sup> République... Jospin, lui, veut croire que ce rapport ne restera pas « lettre morte ». En ce qui nous concerne, c'est ailleurs que nous ferons vivre une vraie démocratie, une « démocratie réelle » selon les mots des Indignés.

Manu Bichindaritz



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

CONGRÈS DU PC CHINOIS

# TUNISIE « Le gouvernement dirigé par les islamistes est en échec total sur toutes les revendications de la révolution »

Entretien avec Nizar Amami, syndicaliste tunisien et dirigeant de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO).

## Peux-tu nous résumer la situation politique actuelle ?

Nous sommes dans une crise profonde, politique, économique et sociale. Le gouvernement dirigé par les islamistes est en échec total sur toutes les revendications de la révolution : l'emploi, le développement régional, l'écriture de la nouvelle Constitution, etc. Les négociations salariales sont bloquées dans le privé. Les problèmes réels de la population ne sont pas à l'ordre du jour de ce gouvernement. Ennahda cherche avant tout à s'infiltrer dans les administrations pour garantir son succès aux prochaines élections.

Le gouvernement dominé par Ennahda fait peser de graves menaces sur les libertés civiles et politiques. Il pratique le double langage, laissant libre cours aux agissements salafistes. Des vidéos circulent montrant le fondateur historique d'Ennahda encourageant les salafistes à créer leurs propres écoles coraniques, médias, associations, et les invitant à la patience quant à l'application de la charia.

## Que se passe-t-il sur le terrain des luttes ?

De nombreuses luttes ont lieu, comme par exemple dans les transports en commun, le secteur aérien, les médias, ou la poste. Les régions de l'intérieur sont en effervescence. Il en va de même dans celle de Gabès. Néanmoins, dans l'actuelle phase de régression du processus révolutionnaire, ces luttes sont pour l'instant fondamentalement défensives, mais elles peuvent servir de point de départ à une contre-offensive.

## Quelle est l'orientation du « Front Populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution » ?

Ce troisième pôle, en construction au niveau régional et local, cherche à contribuer à la coordination des luttes. Anticapitaliste et anti-impérialiste, il se veut également une alternative crédible au pouvoir en place et à la coalition Nida Tounes. Sur le plan économique et social, rien ne distingue ces deux forces politiques.

Le Front veut avoir son mot à dire sur l'organisation des prochaines élections et réclame leur transparence. Son programme d'urgence réclame notamment l'égalité complète entre les hommes et les

femmes, des mesures contre l'explosion du coût de la vie et du chômage, des augmentations de salaires, une prime de chômage immédiate, une réelle politique de désenclavement économique des régions déshéritées de l'intérieur, l'arrêt du paiement de la dette pour financer ces mesures, etc.

Quant au risque de divisions pré-électorales, le Front populaire a appris de ses erreurs passées et est conscient des difficultés à venir. Il est animé d'une profonde conviction de la nécessité de réussir ce front, qui représente la dernière chance pour une réelle démocratie politique et sociale.

un puissant courant lutte de classes, et elle reste le cadre possible d'une nouvelle dynamique de lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Lors de cette conférence, les quatre porte-parole du Front ont dénoncé le projet de Constitution qui n'intègre même pas la référence aux droits de l'homme. Ils ont exigé :

- l'arrêt de la répression policière contre les mouvements sociaux,
- la libération immédiate des personnes arrêtées dans les mobilisations demandant la satisfaction des revendications de la révolution, dont ceux de la région de Menzel Bouzaieni!



## Pourquoi le Front a-t-il participé à la « conférence de dialogue national » du 16 octobre ?

Réunie à l'appel de l'UGTT, elle a été finalement boycottée par les deux principaux partis de la coalition au pouvoir, à savoir Ennahda et le CPR. Ils ont en effet eu peur que cette conférence débouche sur un désaveu de la politique gouvernementale. L'attitude de ces deux partis accentue la désaffection dont ils sont l'objet ainsi que leurs crises internes. Sans illusion sur la portée réelle de cette conférence, le Front ne pouvait être absent d'une initiative lancée par l'UGTT. Cette dernière est en effet la force politique et sociale la plus représentative du mouvement ouvrier. Il existe en son sein

- le respect du droit à manifester et à faire grève.

Les représentants du Front ont également contesté :

- les dates retenues par le gouvernement pour les élections, ainsi que la façon dont celui-ci prévoit de les organiser,
- la légitimité du gouvernement provisoire à signer des accords bilatéraux avec les États de l'Union Européenne, et à vendre les sociétés ayant appartenu à la famille Ben Ali.

Il ont enfin dénoncé la continuation de la politique de libéralisation et de privatisations du secteur public.

## Propos recueillis par Neila Belaïd

1. Toutes les personnes restées en détention ont finalement été relâchées le 23 octobre.

# À l'heure des déchirements fractionnels

Le 18<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois s'est réuni du 8 au 14 novembre.

Il a renouvelé les organes dirigeants :

Xi Jinping, 59 ans, doit devenir le nouveau secrétaire général, avant qu'en mars 2013 l'Assemblée nationale populaire ne l'élise président de la République – et Li Keqiang, 57 ans, Premier ministre.

Le congrès a été précédé d'intenses luttes de fractions qui se sont soldées par la condamnation pour corruption et l'exclusion du Parti de Bo Xilai, patron de la municipalité autonome de Chongqing, dans le sud-ouest du pays. Il est difficile de juger de la portée réelle de ces déchirements fractionnels derrière le langage codé propre au PCC et cela alors que l'information reste soit censurée soit manipulée. Mais ils annoncent peut-être d'importantes fractures au sein de la dite « gauche » (néo)maoïste.

## Critiques au sein du parti

Les courants dits « maoïstes », nationalistes et opposés à des réformes néolibérales trop prononcées, opèrent au sein du régime. Ils se réclament souvent du « modèle de Chongqing » garantissant (officiellement au moins) une plus grande protection sociale face au développement d'un capitalisme sauvage. Ils se sont cependant violemment divisés face à la chute de Bo Xilai et une partie d'entre eux déclarent maintenant ne plus vouloir s'aligner sur l'une ou l'autre des fractions du PCC, mais en appellent à une nouvelle révolution.

La question est d'importance. Cependant, pour l'heure, aucun courant de la « gauche » du PCC n'a remis en cause les pouvoirs autoritaires du parti. Même s'ils s'élèvent contre des procès truqués qui frappent leurs proches, ils ne défendent toujours pas une séparation des pouvoirs politiques et judiciaires. Ils affichent une sensibilité sociale, mais ne rompent pas avec le modèle d'État hérité du maoïsme historique.

## Des résistances limitées

Le monopole du pouvoir dont bénéficie le PCC est certes par ailleurs remis en cause, ou pratiquement contesté, en particulier sur la Toile, avec des blogs qui peuvent connaître une immense popularité. Mais ces milieux – comme hier les promoteurs de Charte 08 – s'en tiennent généralement à l'exigence de droits démocratiques politiques, mais restent silencieux sur les droits démocratiques sociaux. Ils expriment plus les aspirations de nouvelles élites que les intérêts des secteurs surexploités de la population.

La fusion entre les aspirations démocratiques et le combat contre les inégalités de classes n'est semble-t-il pas encore réalisée par des courants politiques d'ampleur significative. Les élites et le régime gardent la main. Cependant, les résistances sociales se multiplient et commencent même à emporter des victoires revendicatives. Et surtout la corruption généralisée interdit au Parti et à l'État de gérer rationnellement (de leur point de vue) le développement du nouveau capitalisme chinois.

Le régime postmaoïste est né de la corruption – de la privatisation des biens sociaux –, elle fait partie de son ADN. Tous les discours moralisateurs de congrès n'y changeront rien. C'est bien le talon d'Achille du pouvoir.



# GRÈCE Chantage et racket

Dans la nuit de dimanche 11 au lundi 12 novembre, 167 députés grecs sur 300, soutiens de la coalition au pouvoir (Nouvelle-Démocratie, le Pasok et la Gauche démocratique), ont voté de nouvelles coupes budgétaires de neuf milliards d'euros pour 2013 alors que la Grèce entre dans sa sixième année consécutive de récession.

Ils ont cédé une nouvelle fois au chantage de la troïka (UE, BCE et FMI). Fier de cette nouvelle capitulation, le Premier ministre, Antonis Samaras, a osé affirmer : « Le deuxième pas décisif a été fait, maintenant c'est l'heure de la croissance et de la reprise ». Quel cynisme ! Cette nouvelle capitulation répondait au chantage de la troïka qui menaçait de ne pas débloquer 31,2 milliards d'euros de prêt.

## Un pays asphyxié

Les fondés de pouvoir de la troïka ne peuvent le taire, « La Grèce est arrivée au bout de ses forces » selon les propos du leader du Pasok Evángelos Vénizélos qui a défendu tous

les plans d'austérité. Mais il n'empêche, ils continuent de participer à l'étranglement de la Grèce, à subir et à faire subir au peuple grec le mépris de leurs usuriers. Leur empressement n'a en effet pas suffi à vaincre les réticences de ces derniers. La réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro a considéré que le vote honteux du parlement n'était pas suffisant. Ils veulent connaître avant de débloquent les prêts les conclusions d'une « analyse de la soutenabilité de la dette » grecque réalisée par leurs propres experts qui ont mis le gouvernement grec sous tutelle. En clair, avant de sortir la Grèce de l'asphyxie financière ils veulent s'assurer qu'ils pourront continuer à piller le peuple grec.

Lagarde, toujours souriante, se réjouit : « la Grèce a fait son travail et fait preuve d'une réelle résolution, c'est maintenant aux créanciers de faire de même et le FMI jouera sans aucun doute, et comme toujours, son rôle » en ajoutant « Nous sommes là non pour une solution à la va-vite mais pour une solution réelle ».

Une solution réelle, c'est-à-dire de nouvelles attaques contre les travailleurs, le peuple à genou. Mais la résignation n'est pas à l'ordre du jour. Lors du vote du parlement, une nouvelle manifestation avait lieu place Syntagma, avant la journée de grève générale du 14 novembre.

Yvan Lemaître

**RAPPORT GALLOIS, PLAN AYRAULT:**

# Tout ce qui réjouit le Medef!

*Avec le «Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi» présenté le 6 novembre dernier suite au rapport Gallois, le gouvernement Hollande-Ayrault confirme son allégeance aux lois du capitalisme mondialisé. Et à la première de celle-ci: la concurrence de tous contre tous, concurrence exacerbée par la crise.*

## Comment Les salariés

**P**our compenser les 20 milliards de cadeaux faits au patronat, le gouvernement prévoit de modifier les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, de réduire les dépenses et d'instaurer une nouvelle fiscalité écologique. Le taux normal de TVA est actuellement de 19,6% avec deux taux réduits de 5,5% et 7%. Ils seront remplacés par trois taux : 5% sur les produits dits de première nécessité (alimentation, énergie), 10% sur la restauration et les travaux de rénovation des logements et 20% sur tous les autres biens et services.

**Le poids de la TVA s'accroît**  
La France est l'un des pays où la fiscalité indirecte (taxes comprises dans le prix d'un bien ou d'un service) est la plus élevée. Ces taxes, dont l'essentiel est constitué de la



**I**l s'agit pour les capitalistes de culpabiliser les salariéEs et de les mettre en concurrence avec leurs collègues des autres entreprises. La compétitivité est l'argument massue dans cette logique. Bien entendu, les patrons ne parlent que des salaires et pas de leurs choix en matière de recherche, de gamme de produits, etc. Ils ne parlent surtout pas des prélèvements croissants des actionnaires: les dividendes versés atteignent actuellement 9% de la valeur ajoutée des entreprises, soit un niveau record depuis des dizaines d'années!

Le capitalisme est actuellement engagé dans une course folle pour rétablir ses profits et les salariéEs devraient payer pour des choix dans lesquels ils n'ont aucune part! Chaque pays essaye de gagner des marchés à l'extérieur et pour cela comprime encore plus les salaires et dégrade les conditions de travail. La contraction de la demande interne dans tous les pays, produite par la réduction des salaires et les coupes dans les dépenses publiques, pèse sur le commerce extérieur de tous. Où exporter lorsque tous les pays réduisent leur demande?

Il faut en finir avec la logique même de la compétitivité qui, basée sur la concurrence de tous contre tous, approfondit les inégalités et détruit les équilibres écologiques. Il faut arrêter cette logique du toujours moins pour les salariés, les retraités, les chômeurs et du toujours plus pour le capital. Il faut des mesures anticapitalistes. Pour cela, il faudra des mobilisations capables de faire céder les profiteurs et les gouvernements de droite et de gauche qui capitulent devant eux.  
**Henri Wilno**

## Minimum 20 milliards pour les patrons

**D**ès le lendemain de la parution du rapport Gallois, le gouvernement s'est empressé d'y réagir en annonçant un certain nombre de mesures. La plus importante est le «crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi» pour les entreprises. Un cadeau de 20 milliards d'euros sur trois ans, dont 10 milliards dès la première année, qui s'ajoute aux 30 milliards d'euros d'exonérations des cotisations sociales employeurs déjà en vigueur. Désormais, les cotisations employeurs seront prises en charge par les contribuables jusqu'à un montant de salaire équivalant à 2,5 SMIC.

### Des impôts remboursés pour les entreprises!

Les anciens allègements de cotisations employeurs sont, pour environ 27 milliards d'euros, compensés à la Sécurité sociale par des transferts du budget de l'État (à peu près 3 milliards ne sont pas compensés et amputent directement les ressources de la Sécurité sociale). Pour ces nouveaux allègements, le mécanisme est différent: les entreprises vont bénéficier d'un crédit d'impôt donc baptisé «crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi». D'ores et déjà, les proclamations de Hollande et Ayrault sur le caractère «juste» de l'effort de 30 milliards d'euros demandé en 2013 pour atteindre l'objectif de réduction du déficit à 3% sont vidées de leur sens: les ménages débourseront bien 10 milliards

**“** Les cotisations employeurs seront prises en charge par les contribuables jusqu'à un montant de salaire équivalant à 2,5 SMIC.

d'impôt de plus; et les dépenses seront rabaissées de 10 milliards. Quant aux entreprises, elles paieront bien 10 milliards de plus mais cela leur sera remboursé! Et 2014, le remboursement d'impôts atteindra 15 milliards, et 20 milliards en 2015! Et la réduction des dépenses 10 milliards supplémentaires! Au total, d'après Ayrault, cela devrait faire baisser le «coût» du travail de 6% et aboutir à la création de l'ordre de 300 000 emplois. Il n'y a aucune garantie sur l'utilisation de la mesure par les entreprises. Mais admettons que l'estimation soit exacte. Cela met l'emploi supplémentaire à près de 70 000 euros (20 milliards divisés par 300 000), alors que d'après des estimations fondées sur des données du budget et non contestées, les 10 milliards d'euros de la première année de la mesure représentent l'équivalent de 300 000 emplois publics nouveaux

d'infirmières ou d'enseignants. En fait, le gouvernement s'appête à faire un chèque en blanc de 20 milliards d'euros au patronat.

### Et cinq dispositifs fiscaux...

S'ajoute à cela l'intention du gouvernement de stabiliser sur la durée du quinquennat cinq dispositifs fiscaux permettant aux entreprises de réduire leur impôt: le crédit d'impôt recherche, les dispositifs favorisant la détention et la transmission d'entreprises («pactes d'actionnaires»), le dispositif dit «jeunes entreprises innovantes», l'incitation aux investissements dans les PME, et la contribution économique territoriale. Pourtant, plusieurs de ces mesures n'ont aucune efficacité démontrée (en dehors du fait de faire baisser l'imposition des entreprises qui en bénéficient). C'est le cas par exemple du crédit impôt-recherche: les chiffres montrent qu'il n'a pas permis la croissance de la «recherche-développement» des entreprises françaises et qu'il est pour beaucoup un simple outil d'optimisation fiscale.

Les patrons auront une garantie pendant cinq ans que le taux de leurs impôts n'augmentera pas alors que les autres contribuables ne seront sûrs de rien et que, assurés sociaux, retraités, chômeurs n'ont aucune garantie sur l'évolution de leurs droits futurs dans un contexte d'austérité renforcée.

**H. W.**

## 20 milliards

*C'est le montant en euros des remboursements d'impôt accordés sur trois ans aux entreprises*

Dont

## 10 milliards

*dès la première année, 2013*

+

## 30 milliards

*d'exonérations de cotisations sociales employeurs déjà en vigueur*

# trouver 20 milliards ? Les paieront...

## La TVA en chiffres

- elle représente près de 60% des recettes de l'État

- 11,5% du budget des plus pauvres contre 5,9% de celui des plus riches

- Ramener la TVA sur les produits de première nécessité de 5,5 à 5% constituerait une perte de 900 millions d'euros de recette

- La réforme de la TVA rapporterait 6,4 milliards d'euros à l'État

TVA, représentent plus de 60% des recettes de l'État. La TVA, que tout le monde paie quand il fait ses courses, se déplace, représente 11,5% du niveau de vie des plus pauvres, contre 5,9% de celui des plus riches. La TVA est payée sur les biens que nous consommons ou les services que nous utilisons. Par exemple, sur une baguette de pain, elle est égale pour tous, quel que soit le revenu. En outre, les ménages les plus riches ne consomment pas la totalité de leur revenu, ils épargnent et échappent ainsi à la TVA sur cette partie de leur revenu.

Le gouvernement prétend que la baisse du taux réduit de 5,5% à 5% compensera partiellement la hausse du taux normal. Vision exagérément optimiste ! Si vous achetez une plaquette de beurre qui vaut 2 euros sans TVA, la taxe à payer est aujourd'hui de 0,11 euro, elle va passer à 0,10 euro. La différence est à ce point dérisoire qu'il y a fort peu de chance

que la baisse soit répercutée dans le prix payé par le consommateur. Dans la mesure où les produits alimentaires sont les dépenses contraintes des plus pauvres, il y a fort à parier qu'ils ne verront pas la moindre baisse des prix. Par contre, si la voiture dont vous avez absolument besoin pour aller travailler tombe en panne, l'augmentation du prix de la réparation ne sera pas négligeable...

Au total, la baisse du taux réduit serait de 900 millions d'euros de recettes en moins pour l'État, et la hausse des autres taux un peu plus de 7 milliards : au total la TVA rapporterait à peu près 6,4 milliards d'euros de plus. Pourtant le candidat Hollande avait dénoncé comme profondément injuste la « TVA sociale » instaurée par le précédent gouvernement et l'une des premières mesures du nouveau Parlement avait été de l'abroger. L'augmentation du taux de TVA ne perd pas son caractère inique quand elle est décidée par le parti socialiste !

### Moins de moyens pour les services publics

Mais ce ne sera pas tout, car les ménages et d'abord ceux des catégories populaires, vont aussi payer indirectement avec une baisse supplémentaire des dépenses publiques de 10 milliards d'euros, ce qui signifie encore moins de services publics, de protection sociale, d'investissements utiles.

Cette baisse des dépenses publiques va se rajouter à celles déjà intervenues sous Sarkozy et à celles, massives, déjà programmées jusqu'en 2017 par le gouvernement pour être dans les clous du traité européen. Les réductions de dépenses pèseront aussi bien sur l'État que sur les collectivités locales et la Sécurité sociale. La RGPP (révision générale des politiques publiques) continue mais sous le sigle de MAP (modernisation de l'action publique).

6,4 milliards de TVA, 10 milliards de baisse des dépenses. Ne restent plus qu'à trouver plus de 3 milliards. Une nouvelle fiscalité écologique est annoncée dont on a toute raison de se méfier.

Jacqueline Guillotin



# Pas très éducatif ce pacte !

Dans le pacte de confiance d'Ayrault, le volant éducation n'a pas été oublié. Il nous ressort deux pétards mouillés : l'augmentation du nombre d'apprentiEs avec l'objectif d'atteindre 500 000 en 2017 et la présence des entreprises dans les conseils d'administration des lycées professionnels.

### Une jeune main-d'œuvre bon marché...

Depuis 1995, les gouvernements et les régions ont empilé les dispositifs d'aide au développement de l'apprentissage avec de maigres résultats. De 303 921 en 1995, on est passé à 433 523 apprentiEs en 2011 (en incluant le pré-apprentissage). Les contrats d'apprentissage et de professionnalisation fournissent aux employeurs une main-d'œuvre extrêmement bon marché. Les entreprises l'utilisent comme telle et de moins en moins comme une période de formation pratique basée sur le lien direct entre l'apprentiE et le tuteur. En témoigne la baisse du nombre de contrats d'apprentissage au niveau CAP (dans l'artisanat surtout) alors que le nombre de contrats

post bac était multiplié par 5 sur la même période. Les employeurs embauchent des jeunes avec une formation initiale qu'ils peuvent mettre au travail sans s'embarasser des dispositifs éducatifs et pédagogiques adaptés aux adolescents. Plus significatif encore, l'inégalité de la répartition territoriale des apprentiEs. Dans l'académie de Créteil, réputée difficile, les apprentis représentent 22,4% des jeunes préparant un diplôme alors que la moyenne nationale est de 29%. Les patrons ne sont pas du tout disposés à embaucher en apprentissage des jeunes du 93 ! Enfin trois ans ou plus d'apprentissage ne garantissent en rien une embauche dans l'entreprise. Le contrat d'apprentissage n'est donc qu'une forme d'aide publique supplémentaire aux entreprises.

### ... au bénéfice des entreprises

Quant à la présence des entreprises dans les lycées professionnels, c'est du ressassé. « La qualité et la performance de la « voie des métiers » impliquent un suivi entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise. De ce fait, le développement des relations avec les entreprises et les organisations professionnelles constitue une modalité majeure pour l'efficacité pédagogique du lycée des métiers, pour l'insertion professionnelle des jeunes et pour l'appui technologique indispensable aux entreprises dans le but de dynamiser l'activité économique du territoire concerné. (...) Grâce à ses ressources humaines et à la performance de ses équipements, le lycée des métiers constitue un vecteur d'innovation qui peut bénéficier aux entreprises environnantes, notamment les petites et moyennes entreprises ». Ce n'est pas du Ayrault en 2012, mais du Mélenchon secrétaire d'État à l'enseignement professionnel en décembre 2001 ! Un même discours lénifiant pour empaqueter une politique d'aides publiques, à fonds perdus au bénéfice exclusif des entreprises mais sur le dos des apprentis et du système éducatif.

Cathy Billard

## Encore un tabou qui tombe

Avancer l'âge d'entrée en apprentissage « n'est pas un sujet tabou » selon Jean-Marc Ayrault

(Le Parisien du 30 octobre), proposant ainsi une solution pour les enfants entre 14 et 16 ans en situation d'échec. Jusqu'à présent, le PS a refusé un assouplissement de la condition d'âge concernant la scolarité obligatoire fixée à 16 ans. Le PS avait ainsi combattu le projet d'apprentissage junior porté par le gouvernement de Dominique de Villepin et abrogé par celui de François Fillon en 2007. Ce n'est visiblement plus le cas...

# Compétitivité : la logique du dialogue social

Si le caractère pro-patronal des mesures directement financières du Plan Ayrault sur la compétitivité est transparent, la sixième partie du rapport Gallois intitulée « Pour un nouveau pacte Social » est encore plus inquiétante. Gallois y reprend la rengaine de Kessler, l'idéologue du Medef : « Les circonstances de la Deuxième Guerre mondiale et de la Libération, avaient permis d'élaborer, en 1946, un pacte qui a permis les « trente glorieuses » ; chacun sent aujourd'hui que ce pacte négocié il y a 60 ans est à bout de souffle, qu'il ne fonctionne plus et qu'il « fossilise » le dialogue social. Il faut en bâtir un nouveau. »

### Tout pour le patronat

Trois concertations ou négociations majeures sont proposées :

- La concertation sur le financement des prestations sociales qui « devrait, à son terme, permettre à l'État d'arrêter les conditions de transfert d'une partie des charges sociales vers la fiscalité. Ce transfert va modifier les points d'application des prélèvements obligatoires. »

- La négociation sur les institutions représentatives des personnels qui se résume à la possibilité de faire présider le comité d'entreprise par un représentant des salariés et à une voix délibérative pour les représentants du personnel

dans les conseils d'administration et conseils de surveillance des entreprises de plus de 5000 employés. Petits pas vers une cogestion à l'Allemande censée favoriser un « dialogue social » qui n'avait pas évité au salariat allemand l'énorme régression que lui avaient imposés au début des années 2000 les lois « Hartz I à IV » du Chancelier du SPD Gérard Schröder.

- La sécurisation de l'emploi. Tout d'abord, une plus grande facilité du recours au travail partiel plus largement financé par l'État avec des abattements sur les cotisations d'assurance-chômage. Pour les plans de sauvegarde de l'emploi, les contraintes du code du travail et des jurisprudences devraient être revues pour alléger « l'insécurité juridique » des entreprises. Pas l'insécurité sociale des salariéEs !

### Dialogue de dupe

Mais surtout, c'est le dialogue social à tous les niveaux qui est la clef du pacte social imposé par le gouvernement. Une négociation au niveau des entreprises pour profiter des accommodements acceptés par certains syndicats et d'un rapport de forces plus défavorable aux salariéEs. Des négociations nationales pour les réformes structurelles en « espérant » que les toutes les confédérations s'aligneront sur le positionnement de la fédération Métallurgie CFDT qui « accueille

positivement les mesures gouvernementales concernant l'industrie, inspirées par le rapport Gallois... Améliorer les marges des entreprises pour leur permettre d'investir, c'est en effet l'objectif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ». Laissons la conclusion à Gallois : « Nous pensons qu'un nouveau pacte social, plus dynamique, adapté aux révolutions que nous traversons, est une clé incontournable de la compétitivité. Sans un tel pacte, les développements qui précèdent dans les cinq premières parties perdent une part de leur portée. »

Robert Pelletier



Essai

LA CAPITANA,  
ELSA OSORIO,



traduit de l'espagnol par François Gaudry, Métailié, 2012, 336 pages, 20 euros

La Capitana dont il est question dans le titre s'appelle Mika Etchébère, militante communiste antistalinienne d'origine argentine, qui s'est battue dans la milice du Pout lors de la guerre d'Espagne, jusqu'à y gagner ses galons de capitaine. Il y a quelques années, les éditions Actes Sud avaient de nouveau publié son livre de mémoires, *Ma guerre d'Espagne à moi*. L'ouvrage d'Elsa Osorio n'est pas une biographie ou un essai, mais un ouvrage de fiction. Elle s'appuie bien entendu sur l'ensemble des documents qu'elle a pu rassembler, mais elle aborde son sujet en écrivaine. Elle entrelace les différents moments de la vie de Mika, organise des allers-retours entre les années de formation, les activités militantes et les nuits de veille sur le front espagnol. Elle joue également de la distance, tantôt narratrice omnisciente nous parlant de la fondation d'une communauté juive en Argentine, tantôt s'adressant directement à Mika, la tutoyant, s'efforçant de nouer un dialogue malgré les années et la distance. Nous n'avons pas les compétences historiographiques pour juger de la rigueur des informations, du déroulé des événements. Cependant, la fiction touche juste en parvenant dans un espace resserré à nous faire ressentir la grande tragédie du mouvement ouvrier au mitan du XX<sup>e</sup> siècle, pris en tenaille entre fascisme et stalinisme. Dans ce contexte, la révolution espagnole représente un événement majeur, fascinant et encore riche d'enseignements, la riposte tant espérée à la victoire sans combats – ou presque – du nazisme. L'on croise dans ces pages Marguerite et Alfred Rosmer, Kurt et Katia Landau et tant d'autres opposants au stalinisme. Ces hommes et ces femmes qui ont su rester fidèles aux principes de démocratie ouvrière et d'internationalisme. Ce beau roman fait revivre, à travers le parcours de Mika, leurs actions et leurs controverses, leurs contradictions aussi, et témoigne d'un engagement aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

Henri Clément

1. Collection Babel Révolutions, Actes Sud, 1998.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINEMA

ARGO, film américain de Ben Affleck (2012)

Avec Ben Affleck, Bryan Cranston, John Goodman Argo ou quand Hollywood et la CIA travaillent main dans la main pour sauver de « bons » américains en danger de mort dans l'Iran en pleine révolution islamique en 1979. Basée sur une histoire vraie, la réalité du film est beaucoup plus complexe. Le prologue ne laisse rien ignorer le rôle néfaste joué par les USA pendant la dictature du Chah et des jeux d'influence au sein de l'agence qui faillirent faire capoter le sauvetage de ces six Américains échappés par miracle de la prise de l'ambassade américaine par des militants islamistes. Après, si vous mettez votre anti-impérialisme de côté, vous pourrez voir un film haletant dominé par le jeu de Ben Affleck en agent efficace et inventif dans un pays en pleine tourmente révolutionnaire.

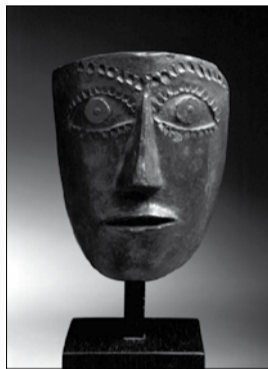
S. Chardon

EXPO

COLLECTION MICHAEL WERNER, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 3 mars 2013.

Les dons aux musées sont en Allemagne une tradition ancienne, où la seule contrepartie demandée fut longtemps la reconnaissance témoignée au donateur. Il n'en va pas de même dans ce pays, ce qui rend d'autant plus remarquable le don de 127 peintures et sculptures récemment fait au musée parisien par le grand marchand d'art allemand M. Werner, accompagné de l'exposition de plus de 900 pièces issues de sa collection personnelle. À côté d'œuvres classiques souvent de toute beauté (Derain, Chassac, Otto Dix, Freundlich...), on peut voir le meilleur des artistes contemporains dont M. Werner a été ou reste le galeriste, notamment Lüpertz, Penck, Immendorff, Kirkeby... et Baselitz bien sûr (mais non Kiefer, écarté à raison de cette sélection). Soit plus d'un siècle d'art moderne, pas moins de vingt vastes salles, un parcours exceptionnel à ne pas manquer.

Gilles Bounoure

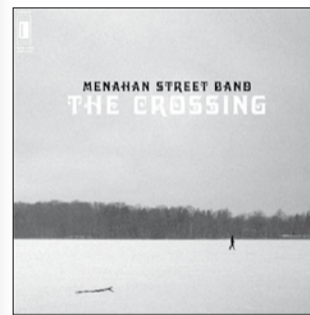


MUSIQUE

MENAHAN STREET BAND «THE CROSSING» (Daptone)

Formé à Brooklyn par une poignée d'artistes qui officiaient dans la scène funk et afro-beat (Antibalas ou encore dans les Dap-Kings qui accompagnait Sharon Jones), le Menahan street band développe d'album en album une soul instrumentale s'évertuant à restituer avec passion tous les canons du genre (on oublie trop fréquemment que les musiciens de studio se révélèrent souvent aussi décisifs que les artistes pour lesquels ils officiaient, on pense évidemment au Mg's de Stax ou les Funk Brothers de Motown). Cette exigence leur valut au final une belle reconnaissance et de voir ainsi certains de leurs morceaux allégrement échantillonnés, comme leur classique « Make the road by walking » par l'immense Jay-Z, dans son superbe « roc boys ». Ce nouvel opus ne déroge pas à la règle en se voulant fidèle, jusque dans la pochette, à la grande tradition des bandes originales de film des années 60-70, où l'atmosphère savait trouver le sens du groove dramatique. Petite pépite pour amateur éclairé.

King Martov

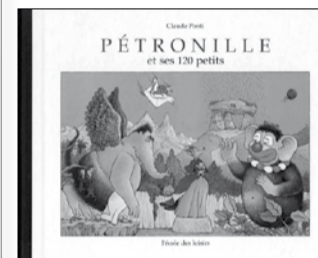


LIVRE POUR ENFANTS

PÉTRONILLE ET SES 120 PETITS, Claude Ponti, École des loisirs

D'abord, j'ai dit que c'était justement ce livre que je ne voulais pas. Et puis quand on a commencé à lire, j'ai été captivé par l'histoire et par les images. Dans chaque image, il y a plein de choses à voir, des qu'on reconnaît, d'autres qu'il faudra regarder souvent pour tout voir. Pétronille part faire des courses – une tranche de pomme, un grain de riz et 120 sucettes – elle a 120 enfants ! – mais un monstre idiot la confond avec une souris verte et l'apporte à ces messieurs qui veulent la tremper dans l'huile etc. vous connaissez la chanson. Elle s'enfuit avec l'aide de la maman de toutes les mamans, retrouve deux de ses enfants qui ont été avalés et il y a aussi le papa qui s'appelle Everest qui était en voyage et qui revient sur la lettre que lui ont envoyée ses enfants et qui s'est transformée en avion... Y a trop de choses à raconter et avec les images c'est mieux. Alors allez le demander à la librairie La Brèche.

Jules M-D, 4 ans



EXPOSITIONS

Van Gogh, Japon, humour et « art nouveau »

La japonisme, d'où l'art moderne occidental a tiré une large partie de son renouveau, s'apparente à un puzzle dont n'étaient exclus ni l'humour ni le souci de nouveauté, y compris au Japon même, ainsi que le rappellent trois expositions parisiennes.

Chez Van Gogh (1853-1890), l'humour n'est pas la veine la plus connue, bien qu'on puisse citer son *Squelette fumant une cigarette* et diverses autres plaisanteries d'atelier. On trouve aussi des traces de cette belle humeur dans sa correspondance, y compris celle qu'il échangea avec son frère. Mais était-ce pour se moquer qu'il demandait à ce dernier de lui procurer tout ce qu'il pourrait trouver à Paris d'estampes japonaises, estimant que tout « l'avenir de l'art nouveau » se trouvait dans ces « japonaiseries », comme dans ce qu'avait à ses yeux de japonais le Midi de la France ? On sait en

tout cas de longue date ce que son œuvre doit à ces influences nipponnes, et la Pinacothèque de Paris (jusqu'au 17 mars 2013) en renouvelle la démonstration à travers une trentaine de toiles et esquisses de Van Gogh confrontées à leurs sources probables ou certaines. À côté de rapprochements peu convaincants (entre contours de montagne et meule de foin), d'autres emportent l'adhésion pour les couleurs ou pour les formes, notamment celles de ces arbres désormais dénommés « tormenteux » par les jardiniers, sans parler des lumières splendides où le peintre rivalise avec les « japonaiseries ».

en scène des récits burlesques ou désorientant le regard par leurs détails ou leur cadrage. Rien de cérémonieux ou de compassé dans sa fameuse vue d'Edo ayant pour héros deux chiots se disputant une sandale de paille...

Humour et fantaisies

« Warai, l'humour dans l'art japonais de la pré-histoire au XIX<sup>e</sup> siècle », l'exposition présentée jusqu'au 15 décembre à la Maison de la culture du Japon à Paris, évoque la place éminente dévolue au rire dans la société japonaise bien avant son ouverture à l'Occident (1853), à travers maints exemples aussi débridés que le *Rouleau de la bataille des pets*, thème iconographique attesté dans le clergé et à la cour entre le XII<sup>e</sup> siècle et la fin de l'ère Edo. Mais à côté de cette tradition enjouée, qui remonte peut-être aux sculptures funéraires haniwa de l'époque Jōmon et qu'a prolongée le « sourire éternel » du Bouddha, se sont fait jour maintes expressions critiques ou satiriques tendant à déjouer la censure. Avec les fantaisies de Kyōsai (1831-1889) souvent proches du « nonsense » anglo-saxon, et surtout celles de Kuniyoshi (1798-1861), dotant de têtes de chat ou de corps de poissons geishas et acteurs qu'on lui interdisait de représenter, apparaît là aussi un « art nouveau » méritant tous les regards.

Gilles Bounoure

Influence première

Avec ses représentations de paysages, larges succès populaires que peu d'artistes occidentaux n'ont eus, Utawaga Hiroshige (nom d'école d'Andō Tokutaro, 1797-1858) fut certainement celui qui influença le plus Van Gogh. La Pinacothèque lui consacre une exposition en complément de la précédente, non pas « la première » (après Angers, 1978, et quelques autres), en tout cas la plus abondante jamais présentée en France, avec quelque deux cents planches géniales et de toute fraîcheur. L'humour d'Hiroshige est moins à chercher dans ses shunga (planches érotiques la plupart du temps pleines de passion, absentes de cette présentation) que dans ses paysages mettant

Graffiti sur les murs de la remise aux trésors, Utawaga Kuniyoshi, Époque Edo (vers 1848), Triptyque d'ōban, collection particulière.





## FORD GENK « La marche de l'avenir » ?



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Dimanche 11 novembre, environ 20 000 personnes, la plupart mobilisées par les syndicats belges, ont convergé vers Genk pour exprimer leur solidarité aux 10 000 ouvriers et employés de Ford et à celles et ceux des entreprises de sous-traitance qui doivent perdre leur emploi suite à la fermeture annoncée de Ford Genk.

Une manifestation d'une taille exceptionnelle, comme cette ville du Limbourg n'en a probablement jamais connue. Cette large solidarité a mis certainement du baume au cœur des salariés sinistrés, ce qui est indispensable pour les semaines à venir. Des délégations significatives des usines du groupe Ford Europe étaient présentes, de Valence, de Cologne particulièrement avec 500 salariés mobilisés par le syndicat IG Métal.

### Voie sans issue ?

Néanmoins la marche a souffert d'une grande faiblesse : la manifestation avait l'allure d'un café bien fréquenté après un

enterrement... Elle n'a évidemment pas répondu aux attentes des salariés de Ford Genk ! Il n'y avait aucune plate-forme, aucune revendication qui donnent une quelconque perspective à cette mobilisation. Le nom même donné, « la marche de l'avenir », témoigne du décalage entre ce qu'il faudrait mettre en œuvre et les intentions des responsables syndicaux qui portent ici une grande responsabilité.

La seule perspective qu'ils proposent c'est une « négociation serrée » pour un bon plan social avec une retraite anticipée pour les plus âgés. Tout le contraire d'une stratégie syndicale digne de ce nom à la hauteur des enjeux. La marche s'est d'ailleurs conclue

par un concert sur le site d'un ancien carreau de mine aujourd'hui reconverti en musée. Tout un symbole.

Les militants de la LCR-SAP belge ont constitué un cortège dans la marche, avec le renfort de camarades du NPA, derrière une banderole « Pour l'interdiction des licenciements », ce qui tranchait avec les mots d'ordre ambiants.

Une délégation de la CGT de Ford Blanquefort, avec Philippe Poutou, a fait le voyage, participé à la marche et noué des contacts dans la perspective d'une coordination de lutte des sites du groupe. Mais tout reste à faire.

**Correspondant**

## PSA Face à la direction qui accélère, construire l'unité des salariés

Jeudi 8 novembre près de 300 personnes ont manifesté de la Bourse du travail à la préfecture de Bobigny à l'occasion de la réunion tripartite réunissant la direction de PSA, la préfecture, et les représentants des salariés.

Après avoir tenté d'empêcher la participation de non-syndiqués à la réunion tripartite, la direction refuse de payer les heures d'informations syndicales exceptionnelles pourtant justifiées par la situation. Mais surtout, sur le fond, PSA reste sur ses positions : fermeture d'Aulnay et 8 000 suppressions de postes. La réalité des reclassements est plus que jamais douteuse, des propositions fumeuses ou inquiétantes (ID Logistics connu comme socialement rétrograde). Pour les départs anticipés en pré-retraite ou les indemnités extra-légales, la direction ne lâche rien.

### Des divisions exacerbées

Cette attitude est confortée par les difficultés de mobilisation sur le site d'Aulnay. Les divisions suivant les statuts des ouvriers et les tranches d'âge sont aggravées par les divisions entre organisations syndicales. D'un côté, celles qui autour du SIA ont clairement renoncé à défendre le refus de

fermeture du site. De l'autre, SUD qui refuse de prendre en compte la réalité de l'état d'esprit des salariés pour lesquelles la bataille semble perdue. La CGT se retrouve au centre de ces contradictions : comment affirmer le refus de la fermeture et de tous les licenciements tout en prenant en compte les revendications de salariés qui ne sentent pas en capacité de renverser le rapport de forces ?

L'insuffisance des tentatives d'élargissement aux autres sites de PSA, voir à d'autres entreprises, le respect du calendrier fixé par la direction ou les experts, l'alliance privilégiée avec le SIA n'ont pas permis de dépasser les réelles difficultés de mobilisations.

### Une direction pressée

De son côté, la direction de PSA ne tergiverse pas, avec l'engagement des mutations de dizaines de salariés d'Aulnay vers d'autres sites, la suppression de près de

1 500 postes d'intérimaires à Poissy, aucune avancée sur Rennes, et les sanctions contre les militants.

Quant aux pouvoirs publics, ils continuent dans la même logique, celle des garanties offertes à la banque PSA sans la moindre contrepartie. Le plan Ayrault, largement inspiré du rapport Gallois, fait la part belle aux aides aux patrons et oublie toutes ses promesses en matière de sauvegarde de l'emploi.

PSA souhaite aller vite dans les négociations, avec six à sept réunions d'ici fin décembre pour boucler le dossier. La construction d'une résistance de tous les salariés de PSA peut encore s'engager face à l'intransigeance de la direction et à la complicité du gouvernement. Dans cette voie, établir des liens avec les salariés qui luttent dans d'autres entreprises, y compris en franchissant les frontières, est un enjeu essentiel.

**Robert Pelletier**

## Les dérives de la mutualité

Au récent congrès de la Mutualité, François Hollande a reconnu les difficultés d'accès aux soins d'une partie croissante de la population et a annoncé « la généralisation de l'accès aux complémentaires santé », au lieu de faire le choix de la prise en charge des soins par Sécu, à 100% et pour tous, comme cela était prévu lors de sa fondation. Retour sur les dérives d'une institution ouvrière devenue le cheval de Troie des contre-réformes.

Les mutuelles se développent au XIX<sup>e</sup> siècle avec la révolution industrielle. Depuis la loi Le Chapelier de 1791, les coalitions sont interdites, mais les « Sociétés de secours mutuels » jouent le rôle de syndicat, financent les soins et... les caisses de grève. La bourgeoisie les réprime puis les contrôle. Elles sont légalisées en 1852.

Près de 10 millions de personnes sont membres de la Fédération nationale de la mutualité française (née en 1902) lorsque celle-ci gère les 4/5 des caisses d'assurances sociales, créées dès 1930 en faveur d'une partie de la classe ouvrière.

En 1941, la FNMF reconnaît ses valeurs dans la charte du travail instaurée par Pétain. À la Libération, son soutien au gouvernement de Vichy lui vaut d'être écartée de la gestion de la Sécurité sociale au bénéfice des syndicats. Avec l'appui de la CGT se créent ainsi les « Mutuelles ouvrières » afin de « garantir les valeurs de solidarité ».

Dans les années 1980, la FNMF se rapproche des syndicats. En 2002 « la Mutualité ouvrière » (devenue « Fédération Mutuelles de France ») la rejoint. La CGT est le fer de lance de l'opération. Une minorité s'y oppose et crée les « Mutuelles Solidaires » qui continuent à se prévaloir des valeurs de solidarité et à revendiquer le remboursement à 80% par la Sécu (pour aller vers le 100%).

### Mutuelles ou assurances ?

En 1993, la FNMF demande que les mutuelles soient considérées comme des « entreprises d'assurances » au sens de la législation européenne. Les directives européennes sont transposées dans le code de la mutualité. Les mutuelles doivent constituer des réserves financières d'un même niveau que les assurances. Elles sont nombreuses à devoir fermer ou fusionner (il en reste 700 sur 4 500). Certaines choisissent de s'associer avec des assurances : la MAAF et les Mutuelles du Mans avec les AGF, ou Groupama avec le GAN.

Les pratiques se rapprochent. Les mutuelles ne peuvent pas sélectionner leurs adhérents à la différence des assurances mais certaines proposent des prestations diversifiées selon le niveau de souscription, des délais avant l'adhésion définitive, la hausse des cotisations après 60 ans pour s'adapter aux dépenses de la tranche d'âge. Les différences entre les diverses « complémentaires santé » se banalisent. En signant un contrat, qui sait s'il est client d'une assurance ou sociétaire d'une mutuelle ?

### De la Sécu aux complémentaires

Dans les années 2000 les remboursements de la Sécu diminuent au profit des complémentaires. Mais ça ne leur suffit pas. En 2009 la FNMF propose de prendre en charge les maladies graves afin « de réaliser ce que l'assurance maladie n'arrive pas à faire ».

En 2012, elle approuve l'accord sur les dépassements d'honoraires et propose d'en rembourser une partie. Les assurances veulent gagner des parts du « marché ». Elles proposent des prestations à des coûts inférieurs aux mutuelles et mènent d'importantes campagnes publicitaires.

Les travailleurs paient la totalité des contrats individuels souscrits pour les complémentaires tandis que les cotisations sociales payées par les employeurs financent majoritairement la Sécu. Chaque recul de la Sécu au profit des complémentaires est donc une nouvelle victoire du patronat. C'est pourquoi le NPA revendique l'intégration des mutuelles, avec leurs biens et personnels dans la Sécu. Elle seule doit être autorisée à rembourser les soins et à un seul niveau : 100% !

**S. Bernard**

## TARNAC La grosse manip ?

Quatre ans après la spectaculaire et médiatique interpellation du « groupe de Tarnac », l'accusation prend l'eau de toute part depuis quelques jours. La vérité serait-elle en train d'éclater sur une manipulation d'État ?

Petit retour en arrière. Dans l'ambiance assez oppressante d'un sarkozysme débridé, le ministère de l'Intérieur dirigé alors par Michèle Alliot-Marie faisait feu de tout bois, ciblant en particulier les militantEs de la mouvance qualifiée d'« ultragauche ». Désireux de faire un exemple, l'État se livre à un joli coup de filet en mettant en examen une dizaine de militantEs pour « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme ». Il est en particulier reproché à deux d'entre eux, Julien Coupat et Yldune Lévy, d'avoir saboté à Dhuisy en Seine-et-Marne une caténaire de train dans la nuit du 7 au 8 novembre 2008.

### Qui sont les terroristes ?

Une justice expéditive, des coupables « terroristes de la mouvance anarcho autonome » – dit la première flic de France de l'époque – qui font vite les choux gras de la presse, et pourtant... Après des années de lutte de la défense et des accusés eux-mêmes, une autre vérité émerge. À commencer par le rôle plutôt trouble d'un agent anglais infiltré, dont les témoignages – aujourd'hui contestés – ont été à l'origine du rouleau compresseur policier et judiciaire. Et les incohérences se multiplient, mettant la justice dans un grand embarras. La carte de crédit d'Yldune Lévy utilisée par celle-ci à Pigalle, au moment même où on l'accuse d'être avec son compagnon en train de commettre un sabotage. Pièce centrale du dossier, un procès-verbal de filature vide, construit de toute pièce et à charge par des pieds-nickelés, à tel point que la justice va interroger cette vingtaine de flics de la sous-direction antiterroriste et de la direction centrale du renseignement intérieur.

Dans ce combat contre l'arbitraire d'État sauce Sarkozy, on est loin d'être sûr que les accusés puissent bénéficier de la bienveillance du nouveau pouvoir. Quelques jours après avoir livré Aurore Martin à l'État espagnol, Valls n'a-t-il pas réaffirmé sa volonté de coopération policière pour lutter contre les « formes de violence provenant de l'ultragauche, de mouvements d'anarchistes ou d'autonomes » ? Une rhétorique qui rappelle des choses...

Manu Bichindaritz

TARNAC : OUI IL Y A BIEN EU SABOTAGE



## BLOC DE GAUCHE AU PORTUGAL Un congrès contre la Troïka



Les 10 et 11 novembre, Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche) tenait son 8<sup>e</sup> congrès dans une actualité marquée par la préparation active des manifestations contre la venue d'Angela Merkel à Lisbonne le lundi 12 puis de la grève générale du 14 novembre.

Le congrès lui-même était précédé vendredi soir par un meeting international « l'Europe contre l'austérité » avec des prises de paroles de Die Linke d'Allemagne, Izquierda Unida de l'État espagnol, un vidéo d'Alexis Tsipras de Syriza et la lecture d'une intervention de Jean-Luc Mélenchon.

Sous le mot d'ordre « Vencer a troika » se sont réunis près de 600 délégués représentant plus de 6000 militantEs. Le congrès extrêmement bien couvert par les médias a fait l'objet de longs reportages sur les chaînes d'information et dans les journaux.



### Rupture avec le mémorandum

Le modèle revendiqué du Bloco est Syriza. Mais avec des résultats électoraux nettement moins importants et surtout un rapport de forces social très différent, le Bloco mise sur une transformation rapide de la situation politique et sociale initiée par la manifestation du 15 septembre qui a réussi à faire reculer le gouvernement. Il défend la proposition d'un gouvernement de gauche de rupture avec le mémorandum de la troïka basé sur quelques points : l'annulation de la dette illégitime, la défense des services publics et des droits à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, la nationalisation des banques qui ont été renflouées par l'État et des secteurs qui ont été privatisés (énergie, télécommunications...), un nouveau système fiscal luttant contre la fraude et déplaçant la charge fiscale du travail sur le capital. Aujourd'hui la perspective d'un gouvernement de gauche contre la troïka indique la volonté de chasser le gouvernement Passos, l'urgence d'une politique de rupture... mais reste à ce stade très algébrique, avec un PCP encore fort et extrêmement sectaire se refusant à toute alliance avec le Bloco et un PS avec lequel aucune politique de gauche n'est possible.

### Gouvernement et mouvement

La motion A recueille 80% des voix, la motion B, 15%, les 5% restant se partagent entre la plate-forme anticapitaliste et des plates-formes locales. Les différences d'orientation sont peu lisibles dans les textes. Cependant de nombreuses interventions soutenant la motion A insistent sur le fait qu'un gouvernement de gauche de rupture avec la troïka ne peut pas se faire avec le PS indiquant ainsi le débat sous-jacent. La motion B défend une option plus « mouvementiste » et pointe ce qu'elle considère comme des problèmes démocratiques. Le Bloco jouit d'une implantation locale et d'une influence syndicale et dans les mouvements sociaux comme celui qui était à l'initiative de la manifestation du 15 septembre, mais cette dimension était relativement peu présente dans les interventions au profit des nombreuses dénonciations de la troïka, de l'austérité, de la pauvreté, de la destruction des services publics... Ce congrès voyait aussi la fin du mandat de coordonnateur du bureau politique de Francisco Louça, figure centrale et fondatrice du Bloco dont la parole publique sera désormais portée par Catarina Martins et João Semedo. **Christine Poupin**

## MUMIA ABU-JAMAL Ensemble, libérons Mumia



Le 9 décembre prochain, Mumia Abu-Jamal sera emprisonné depuis trente et un ans. Accusé d'avoir tué un policier, meurtre qu'il nie avoir commis et qui n'a jamais pu être démontré, ce journaliste et militant afro-américain avait été condamné à la peine de mort lors d'un procès notoirement inéquitable.

Sa détermination à faire reconnaître son innocence et l'acharnement auquel il fut confronté de la part de l'appareil judiciaire, policier et carcéral états-unien, cherchant à lui faire payer son passé de membre du Black Panther Party et ses articles critiques sur le système capitaliste, ont fait de Mumia un des symboles de la lutte pour l'abolition de la peine de mort à l'échelle mondiale. Sans

aucun doute les mobilisations internationales ont joué un rôle majeur pour lui éviter l'exécution. Particulièrement en France où le collectif unitaire regroupant une centaine d'organisations et de collectivités territoriales, créé en 1995, et dont le NPA est membre, a développé une intense activité de soutien. Le collectif a participé largement à la collecte de fonds nécessaire pour mener une bataille judiciaire extrêmement coûteuse, expression de l'inégalité sociale régnante aux États-Unis.

Grâce à ce combat, après de nombreux recours, la peine de mort a été annulée en 2008 et commuée en réclusion à perpétuité. Mumia est sorti du couloir de la mort en décembre 2011 soit trois ans après la

décision de modifier sa condamnation, preuve supplémentaire de l'entêtement du système à son encontre.

Pour autant, la lutte n'en est pas terminée car elle ne saurait prendre fin qu'avec sa libération. Mumia est innocent et il est inconcevable qu'il finisse sa vie en prison. C'est ce qui motive aujourd'hui le collectif unitaire national à proposer de se transformer en comité « Ensemble, libérons Mumia », avec comme mots d'ordre « Une seule justice pour Mumia, sa libération » et « Abolition universelle de la peine de mort ».

Le NPA souscrit à ces objectifs et contribuera à sa mesure à leur mise en œuvre. **Côme Pierron**  
Site du collectif national : <http://www.mumiabujamal.com>

## ROMS À MARSEILLE Le changement en réquisitionnant

Le 27 octobre un demi-millier de personnes rassemblé devant la préfecture de Marseille : des militantEs de collectifs en solidarité avec les Roms, d'associations, du Parti de Gauche, du NPA, des élus communistes et verts, et sont partis en manifestation autour d'une cinquantaine de roms, déterminés et joyeux, ce qui traduisait bien la réussite de la mobilisation. Deux femmes roms se sont exprimées sur la répression policière qu'elles subissent pendant les démantèlements.

Le soir même, ces Roms se sont retrouvés alors en pleine tempête, à ne même plus pouvoir s'abriter sous des tentes que le vent avait emportées. Ils seront hébergés le lendemain par le curé de la paroisse de la Belle de Mai. 80 personnes dont une trentaine

d'enfants à l'abri mais confinés dans un local exigüé.

Le vendredi 2 novembre, une conférence de presse à la paroisse a réuni tous les soutiens et la presse nombreuse. Présence de Emmaüs, du comité d'intérêt de quartier, Attac, des associations chrétiennes et les partis présents à la manifestation. Cette conférence de presse a posé la question de réquisitions légales nécessaires dans l'urgence, et si besoin de réquisitions illégales pour pallier l'inertie du gouvernement, à l'indifférence de la mairie et du préfet.

Le lundi 12 novembre au matin, près de 200 militantEs ont investi un immeuble, dans une cité déserte et abandonnée, non loin du centre de la Belle de Mai. Une première famille s'est installée, rejointe par d'autres d'ici peu.

Le 12 novembre au matin, près de 200 militantEs ont investi un immeuble

Emmaüs lance en ce moment une série d'actions similaires sur toute la France, et relaie à partir de celle de Marseille la revendication de l'ouverture partout où cela est nécessaire des bâtiments propriété de l'État, pour qu'enfin soient mises à l'abri durablement et puissent sortir de l'urgence sociale des milliers d'individus et de familles, d'enfants encore aujourd'hui à la rue. Mais pour l'obtenir tout comme pour maintenir cette réquisition à Marseille, il faudra l'imposer par une mobilisation forte et déterminée. **Arièle Nugon**





## COMMUNIQUÉ DU NPA

### Notre-Dames-des-Landes : le 17 novembre, tous ensemble contre les expulsions et « l'Ayrault-port » !

Des personnes chassées de leur domicile, des maisons rasées, des plantations piétinées, tout ça pour permettre la réalisation d'un projet socialement inutile et écologiquement dévastateur. Le NPA condamne la violence que déploie l'Etat contre les habitants de la zone concernée par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le gouvernement Hollande-Ayrault a choisi la violence pour défendre les profits de la multinationale Vinci, constructeur et propriétaire du futur aéroport au détriment des investissements nécessaires à la population. Le recrutement par Vinci de l'ancien préfet de Loire-Atlantique, ardent partisan du projet, illustre bien l'ampleur des complicités entre l'Etat et les capitalistes. Le gouvernement Hollande-Ayrault a choisi la violence pour détruire 2000 hectares de terres agricoles et de zones humides nécessaires pour le maintien d'une agriculture de proximité et des écosystèmes. Le gouvernement Hollande-Ayrault a choisi la violence pour construire un super aéroport qui remplacera à terme les aéroports plus

petits des villes voisines. Un tel choix en matière d'aménagement du territoire accentue la mise en concurrence entre les territoires, conformément à la logique du capitalisme. Loin de créer des emplois, cet aéroport va contribuer à en supprimer. L'avenir des activités industrielles voisines de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique, et en particulier l'usine aéronautique de Bouguenais est menacé. Le mouvement de solidarité avec les habitants de Notre-Dame-des-Landes dépasse ainsi l'opposition au seul projet d'aéroport. C'est un mouvement anticapitaliste, qui se prononce clairement pour d'autres choix de société. C'est aussi un mouvement d'opposition radicale à la politique du gouvernement Hollande-Ayrault, une politique qui conjugue, à Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, injustice sociale et irresponsabilité écologique. Le NPA appelle toutes et tous à venir en nombre à la manifestation de réoccupation de la ZAD le samedi 17 novembre. Ses militants formeront un cortège, auquel participeront Christine Poupin et Olivier Besancenot. **Montreuil, le 13 novembre 2012.**

## En bref

**Haute-Normandie La dure vie des satellites au conseil régional.**  
Le Front de gauche est furieux : trop de subventions aux patrons ? Pas assez de soutien aux travailleurs en lutte ? Vous n'y êtes pas. Si les 6 élus FdG tapent enfin du poing sur la table, c'est qu'ils ont été les victimes collatérales d'une manœuvre de palais. Résultat : un vice-président de droite pique la place d'un des deux PCF à la « commission permanente » (petit groupe qui dirige au quotidien). Voilà ce qui arrive quand on accepte d'être la 5<sup>e</sup> roue du carrosse, avec 6 élus sur 37 sur la liste PS élue en 2010. EÉLV a aussi obtenu ses 6 élus à la Région en acceptant de figurer sur la liste PS qui avait mis l'EPR de Penly et le financement de la liaison A28-A13 dans son programme. Ils avaient alors proclamé que ces choix ne les engageaient pas, mais ça, le PS n'en a cure. L'important pour lui, c'est que ses satellites ne puissent quitter son orbite !

**Poissy-Saint-Germain (78) Pas touche aux 35 heures à l'hôpital !**  
4,9 millions de déficit ! Derrière le succès à la télé de la maternité du CHI (cadre de la série « Baby Boom »), il y a donc des restrictions qui frappent les patientes et le personnel. Pour faire des économies, la direction avait trouvé une solution : sucrer les 35h des 650 agents techniques (sur 3000 salariés). Organisée par l'intersyndicale SUD-CFDT-CGT, la résistance a commencé le 11 octobre : assemblée générale, rassemblements, avec envahissement du bâtiment administratif, et soutenue aussi par le Collectif de défense de l'hôpital, une manifestation réussie sur le marché de Poissy. Résultat : personne ne pourra être obligé à faire plus de 37h30 avec 15 jours de RTT. Une lutte qui marque des points, ça fait du bien ! Plus d'infos sur <http://collectif.hopital.poissy.over-blog.com/>

**Louviers antimilitariste.**  
Le traditionnel rassemblement antimilitariste s'est fait à l'appel du NPA et du Front de gauche. 35 personnes au plus fort du rassemblement ont entonné la chanson de Craonne, le Déserteur et la Butte rouge. 50 personnes sont passées soit pour chanter, soit pour discuter. Des encouragements appuyés de la part de passantEs nous ont rappelé que cette initiative est remarquée et saluée. Nous avons redit notre entière solidarité avec les mutins de 1917, et donné les éléments d'actualité pour comprendre le massacre du peuple syrien auquel nous avons apporté notre soutien.

## Solidarité avec les prisonniers basques



Samedi 10 novembre à Bayonne, 15 000 personnes ont manifesté sous une pluie battante, dix jours après l'arrestation d'Aurora Martin. Une mobilisation d'une ampleur inédite ! (Lire page 3) PHOTO THÉÂTRE ROUGE / DANIEL MINVIELLE

## Le chiffre

# 1 422 000

D'après le document « Regards sur 10 ans de pauvreté » édité par le Secours catholique, c'est le nombre de personnes accueillies par l'ONG en 2011, dont 668 000 enfants. La part des familles est passée en une année de 47 % à 53 %...



## SOUSCRIPTION 2012 PAS D'AUSTÉRITÉ POUR LE NPA !

**La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :** Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'Etat vous en déduira 2 sur vos impôts !  
**Deux moyens de paiement :**  
Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)  
**Une seule adresse pour envoyer vos chèques :**  
Npa souscription 2012 - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil  
**Un seul ordre pour vos chèques :**  
Npa souscription  
**Une seule limite de datation et d'envoi :**  
Avant le 31 décembre 2012 à minuit  
**Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :**  
Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port  
**Si deux noms apparaissent sur le chèque :**  
Précisez à qui imputer le don  
**Une seule adresse pour vos questions :**  
[Souscription@npa2009.org](mailto:Souscription@npa2009.org)

**NO COMMENT**  
« Dans dix ans y'a plus personne, c'est stupide. Regardez dans l'histoire, la Grèce, c'est une des raisons de sa décadence. C'est l'arrêt de la famille, c'est l'arrêt du développement des enfants, c'est l'arrêt de l'éducation, c'est un danger énorme pour l'ensemble de la nation, énorme »  
SERGE DASSAULT MARDI 6 NOVEMBRE AU MICRO DE FRANCE CULTURE À PROPOS DU MARIAGE HOMOSEXUEL ET DE L'ADOPTION

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :**  
Ross Harrold  
**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

